

Le beau monde de Vincent Peiffer

Femmes, femmes, femmes...

Belgique: le pays où les hommes d'État ne respectent pas leurs propres décisions...

On se souvient? La Belgique allait féminiser le pouvoir. Et l'État allait bien sûr montrer l'exemple en désignant davantage de femmes à la tête des instances publiques. Genre Dominique Leroy chez Proximus ou Sophie Dutordoir à la SNCB. Ou Christine Defraigne au perchoir du Sénat. Peut en revanche mieux faire au gouvernement, avec seulement quatre femmes sur dix-huit ministres: Maggie De Block, Marie-Christine Marghem, Sophie Wilmès et Zuhair Demir. Peut encore mieux faire dans les 12 grands partis du pays, avec une seule présidente (Gwendolyn Rutten à l'Open VLD) et une semi-présidente (Zakia Khattabi chez Écolo). Mais dans les entreprises cotées en Bourse, la féminisation est désormais obligatoire: l'article 518 bis du droit des sociétés cotées exige maintenant qu'un tiers des administrateurs soient des administratrices. Donc disons que ça progresse... Sauf à la vénérable Banque Nationale de Belgique, où on n'a pas remarqué que 2018 faisait partie du XXI^e siècle. Une certaine Marcia De Wachter était déjà la seule femme à porter le tailleur au milieu des costumes du Comité de

direction de la BNB. À 65 ans, elle s'en va. Remplacée par? Par Steven Vanackere, ex-ministre CD&V sous Leterme et Di Rupo. Pour diriger la banque des banques, il y aura donc... zéro femme sur six directeurs. Et au Conseil de régence de la BNB (son conseil d'administration), une seule femme sur... dix administrateurs: Fabienne Bister, celle des moutardes namuroises. On se souvient aussi? Dans les entreprises publiques belges (comme la BNB), on avait pris une autre décision: limiter les rémunérations (indécentes) des dirigeants à 290.000 euros brut par an. Le gouverneur actuel de la BNB, Jan Smets, gagne... 489.179 euros. Son vice-gouverneur a touché 391.343 euros en 2017 et les autres directeurs, 337.364 euros, donc plus que le Premier ministre. Ah ouï! Parmi les chouettes décisions à scrupuleusement respecter par nos hautes instances, il fallait aussi "dépolitiser" les nominations au profit des seules compétences. À la BNB, chaque directeur est nommé par "son" parti. On se souvient? Un bon citoyen respecte les lois et l'esprit des lois. Toujours.

vincent.peiffer@moustique.be